

LE SEISME BELGO-BELGE

L'explosion du PTB annoncée dans les sondages met la Flandre en émoi. Et donne du grain à moudre au confédéralisme cher à la N-VA. Elle rendrait le jeu politique inextricable après les élections de 2019. Un système bloqué et des revendications communautaires de retour ? Voilà l'enjeu. Chaud devant.

PAR OLIVIER MOUTON

Ce n'est jamais qu'un sondage. En d'autres termes, une photographie instantanée de l'opinion. Qui plus est, commandité par un parti politique, le MR, même s'il se base sur la méthodologie du traditionnel baromètre trimestriel *La Libre*/RTBF. Prudence, donc. Mais ses résultats, publiés le samedi 1^{er} juillet, en pleine crise francophone, à l'issue d'une séquence marquée par le paroxysme des affaires, confirment des tendances lourdes. Et laissent augurer des moments difficiles après les prochaines élections régionales et législatives de 2019. Voire préfigurent une nouvelle crise de régime qui pourrait être fatale à la Belgique. N'anticipons pas. Il y a des nuances à préciser. « Mais la façon dont un tel sondage a été accueilli témoigne de la nervosité qui règne dans le monde politique », constate Rik Van Cauwelaert, ancien rédacteur en chef de *Knack* et chroniqueur réputé en Flandre. Le système tremble sur ses bases. Et la prochaine confrontation Nord-Sud est annoncée.

« L'implosion ultrarapide du PS »

Selon le sondage de Dedicated Research, révélé par *L'Echo* et *Sudpresse*, le PTB deviendrait le premier parti de Wallonie. Un séisme. Les intentions de vote pour les élections fédérales en Wallonie donnent le Parti des travailleurs de Belgique en tête avec 24,9%, soit une progression fulgurante de... 19,4% par rapport au scrutin précédent de 2014. Dans le même temps, le PS,

atomisé par les scandales et les divisions, sombre à 16%, soit la moitié de son score obtenu il y a trois ans. Le MR est relativement stable (23,2%, -2,6%), Ecolo regagne un peu de terrain (11,4%, +3,2%), tandis que le CDH boit la tasse (9,8%, -4,2%). DéFI progresse fortement à Bruxelles où il devient avec 15,7% le deuxième parti derrière le MR, mais là encore, juste devant un PTB en pleine explosion (14,1%, +10,1%). La progression du parti maoïste est devenue une constante, d'un sondage à l'autre.

Sur les réseaux sociaux, les nationalistes flamands se réjouissent : ces prévisions confirment la thèse, chère à Bart De Wever, d'un pays composé de deux opinions publiques diamétralement opposées. « Révolution en Wallonie, la Belgique composée de deux démocraties », tweete le ministre-président flamand, Geert Bourgeois. « Voilà pourquoi il faut le confédéralisme », enchaîne Sander Loones, vice-président de la N-VA, chargé de la réflexion institutionnelle au sein du parti. L'explosion du PTB, accélérée par les affaires et par la crise politique francophone, est le pendant au sud de la hausse ultrarapide de la N-VA au nord, suite au blocage institutionnel de 2010-2011. Son ascension confirme la rupture inexorable entre les deux principales parties du pays, avec une Région bruxelloise ballottée au milieu. « Un scénario de rêve », se réjouit Bart De Wever en personne. « Benoît Lutgen est d'une bêtise olympique, il ouvre la voie royale vers le confédéralisme », acquiesce Rik Van Cauwelaert.

Nous sommes en pleine accélération de l'histoire. Fin décembre 2016, les premières révélations au sujet de Publifin sont publiées par *Le Vif*/*L'Express*. Durant des mois, le scandale s'approfondit. Il est prolongé par d'autres affaires symboliquement fortes, singulièrement celle du Samusocial à Bruxelles, qui contraint le bourgmestre Yvan Mayeur (PS) à démissionner. Le Parti socialiste n'était pas le seul concerné, mais c'est lui qui subit de plein fouet les conséquences de cette séquence très négative. Le CDH lui tire une balle dans le dos

en Wallonie et à Bruxelles. Sa volonté de mener des réformes radicales suscite des résistances en interne. Le leadership du président, Elio Di Rupo, et de la présidente de la fédération bruxelloise, Laurette Onkelinx, est contesté. Le ministre-président wallon en sursis, Paul Magnette, est dans les cordes après que le parti ait voté contre sa proposition de décumul intégral. Il se cherche une issue (*lire page 26*). Et voilà que ce sondage place le PTB, ce rival qui ne cesse de monter, sur un piédestal. →

**« Benoît Lutgen est
d'une bêtise olympique,
il ouvre la voie
royale vers
le confédéralisme »**

→ « Nous ne sommes pas surpris par l'implosion actuelle du PS, mais nous sommes ahuris par la vitesse à laquelle elle se produit », déclare Rik Van Cauwelaert. Les dominos tombent à une vitesse vertigineuse. Il serait écrit, désormais, que les deux démocraties vont se dresser l'une contre l'autre après le scrutin de 2019. Ce serait une nouvelle étape dans l'évaporation progressive de la Belgique, entamée par les premières réformes de l'Etat dans les années 1970. Depuis le début du millénaire (et, en réalité, depuis le fameux plan du ministre-président CVP de l'époque, Luc Van den Brande, en 1999), la mésentente chronique entre Flamands et francophones a nourri un divorce annoncé. Tandis que le nord du pays réclamait des avancées, le sud disait « non ». Action, réaction ! Voilà qui a fait de la N-VA le premier parti de Flandre et du pays. Action, réaction, bis ! La progression fulgurante du PTB est aussi le fruit de la rudesse des politiques menées au niveau fédéral, en plus des affaires qui ont miné le Parti socialiste. « N'a-t-il pas manœuvré de longue date pour infiltrer la FGTB ? » rappelle l'ancien rédacteur en chef de *Knack*. Son couronnement, ce serait le dernier stade du suicide belge-belge.

« Cela donne du crédit à la N-VA, mais... »

Bart Maddens, politologue à la KUL, se réjouit de cette évolution favorable au Mouvement flamand, dont il est ouvertement partisan. « L'idée que le PTB obtienne un score aussi important, même s'il faut être prudent avec un sondage, confirme l'image

que l'on se fait en Flandre d'une Wallonie très à gauche, presque communiste, relève-t-il. En Flandre, cela crée un sentiment irrationnel : 'Ils sont tous devenus fous en Wallonie'. Cela donne incontestablement du crédit au discours de la N-VA. » Une « bonne nouvelle », selon lui, qui doit toutefois être nuancée à plusieurs égards.

« Tout d'abord, on ne peut pas dire que la Wallonie bascule à gauche, explique-t-il. Ce à quoi l'on assiste, c'est essentiellement à un transfert de voix au sein de la gauche. » Selon les tableaux affinis du sondage, dont *Le Vif/L'Express* a pu prendre connaissance, le PTB avalerait 40 % des électeurs ayant voté pour le PS aux élections de 2014. Ecolo grignoterait lui aussi des parts de marché du PS (12 %), mais aussi du CDH (10 %). « Il se pourrait très bien que l'on assiste, dès maintenant, à la formation en Wallonie d'une coalition MR – CDH avec le soutien d'Ecolo, dans laquelle le PTB et le PS ne seraient plus nécessaires, souligne Bart Maddens. Elle pourrait préfigurer aussi l'après-2019 et pourrait mener une politique en continuité avec celle pratiquée au fédéral. Une fronde comme celle conduite par Paul Magnette contre le Ceta ne serait plus possible. Cette harmonie serait en rupture avec le discours de la N-VA. »

Une seconde nuance, selon lui, consiste à la perte, pour les nationalistes flamands, d'un allié objectif en la personne du Parti socialiste, même si cette analyse fait hurler dans les rangs de ce dernier. « C'est potentiellement le partenaire sur lequel la N-VA pouvait le plus compter en vue d'une réforme de l'Etat, continue Bart Maddens. C'est le parti francophone le plus régionaliste, alors que le MR et le CDH sont davantage belgicains. Lors des dernières négociations institutionnelles, le PS était demandeur de la régionalisation de certaines matières comme la justice ou la coopération au développement. Le fait qu'il perde son statut est en réalité une mauvaise nouvelle pour la N-VA. » Le PS était aussi devenu le meilleur souffre-douleur des nationalistes, le diable incarné pour flatter l'opinion publique nordiste. Ce statut-là pourra avantageusement être repris le PTB de Raoul Hedebouw. Mais attention : ledit PTB est resté un parti national, dont le président est... un Flamand, Peter Mertens. « Nous sommes un contre-exemple de la N-VA, nous prouvons que la politique peut encore se faire au niveau belge », a d'ailleurs soutenu Raoul Hedebouw à la VRT, en néerlandais dans le texte.

Nuance pour nuance, un autre point de vue est encore possible. Si l'on prend en considération les résultats du sondage Dedicated Research, la N-VA serait pratiquement incontournable en Flandre. Et pourrait avoir en main les clés du pays. « La grande différence par rapport à 2014, c'est qu'il y avait alors la possibilité de faire une tripartite traditionnelle en Flandre, note le politologue de la KUL. Cette option permettait de mettre la N-VA de côté. Cette fois-ci, la seule manière de l'évincer serait de former une coalition monstre avec les trois partis traditionnels et Groen, autant dire que ce serait pratiquement impossible. La N-VA se maintient bien, malgré le fait qu'elle ait été touchée par des scandales, elle aussi. Elle pourrait poser ses exigences. »

A l'occasion de plusieurs interviews accordées ces dernières semaines, le vice-Premier N-VA du gouvernement fédéral, Jan Jambon, a répété que son parti viendrait avec des revendications communautaires fortes en 2019. « C'est notre ADN », insiste-t-il. « Le tout serait de voir avec quels partenaires francophones les réaliser, tempère Bart Maddens. A priori, ce sera loin d'être évident avec un PS en chute libre. » Et, précision utile, la N-VA chute, quand même : elle est pointée à 27,1 % aux élections fédérales de 2019 selon le sondage, contre 32,4 % en 2014. Comme toujours, en Belgique, la quadrature du cercle. Qui peut mettre le pays longtemps à l'arrêt.

« Un pays ingouvernable »

Un autre scénario suscite d'ores et déjà des frémissements dans les états-majors politiques. Vu le séisme électoral probable en 2019, le pays pourrait devenir pratiquement ingouvernable. Lode Vereeck, professeur d'économie politique à l'université de Hasselt et sénateur libéral flamand, en a posé le constat sur sa page Facebook, après la lecture du sondage : « Si ces projections se vérifiaient, les négociations gouvernementales risquent d'être très difficiles en 2019. » Plusieurs cas de figure deviendraient impossibles : la suédoise actuelle n'aurait plus la majorité au fédéral, de même qu'une tripartite classique ou une coalition rouge-romaine (socialiste et sociaux-chrétiens/humanistes).

« Cela signifie que la coalition fédérale actuelle (MR, N-VA, CD&V, Open VLD), que les partenaires pourraient vouloir reconduire, ne serait envisageable qu'avec l'appui du CDH, avance Nicolas Bouteca, politologue à l'université de Gand. Mais un tel attelage mènerait-il une politique suffisamment de droite aux yeux de la N-VA et de l'Open VLD, sachant qu'il leur est déjà difficile de nouer des compromis avec le CD&V ? » Faut-il rappeler, aussi, combien Benoît Lutgen avait émis un refus catégorique – et profond, dans son chef – à l'idée de gouverner avec la N-VA, dont le comportement a toujours été ambigu à l'égard de la collaboration avec l'occupant allemand durant la Seconde Guerre mondiale.

Le politologue gantois ajoute que les configurations possibles risqueraient d'être réduites en raison de l'importance des partis extrémistes jugés « infrequentables », le PTB en Wallonie, mais aussi le Vlaams Belang en Flandre : ensemble, selon le sondage, ils détiendraient 30 des 150 sièges de la Chambre. « Sans oublier que certaines cohabitations risquent d'être particulièrement compliquées, entre la N-VA et le SP.A par exemple, ponctue Nicolas Bouteca. Ce caractère ingouvernable, s'il mène à une crise de longue durée, plaiderait en faveur des partisans d'une réforme de l'Etat. »

Cela étant, l'intérêt des médias flamands restant mesuré à l'égard de la crise francophone, un autre point retient particulièrement l'attention au nord du pays : l'état de santé du Parti socialiste flamand, qui perd plus de 4 % et chute sous les 10 % dans le sondage. Le parti de John Crombez paie son manque de ligne claire mais, aussi, l'image désastreuse renvoyée par son homologue francophone, miné par les →

→ affaires. « Nous payons cela, c'est injuste », clame Joris Vandenbroucke, chef de groupe SP.A au Parlement, « La conséquence pourrait être une rupture plus nette entre les deux formations, ce qui serait une nouvelle évolution majeure », décrypte Nicolas Bouteca. « Que le SP.A choisisse vraiment pour la Flandre, ce serait une excellente chose », a déjà tweeté Sander Loones (N-VA). Les nationalistes prennent déjà leurs rêves pour des réalités.

« Je ne voudrais pas être le roi »

Un pays au bord de la rupture ? Un scénario catastrophe pour 2019 ? Ce ne sont peut-être que des conjectures. Mais elles résonnent déjà fortement dans les états-majors concernés. Au MR, qui a commandité le sondage, on se dit certes rassuré par le relatif statu quo du parti. Mais le sentiment qui prédomine, c'est une vive inquiétude. « Ce que cela nous évoque,

au-delà de la chute libre du PS, c'est la perspective très difficile que cela promet en l'état pour 2019, épingle-t-on au MR. Ce n'est qu'un sondage, personne n'a fait campagne. Mais cela montre qu'il est urgent de mener un travail pour renouer les liens avec les citoyens. » Traduisez, aussi, urgent de sortir de la crise ouverte dans les gouvernements francophones par le retrait du CDH.

Le PTB, lui, relaie l'appel déjà lancé en mars dernier par son président Peter Mertens : « Organisez-vous, dans les syndicats, dans les mouvements de jeunesse, d'étudiants, de défense des droits des femmes, de l'environnement, antiracistes, pacifistes, dans des comités de quartier, dans des groupes de théâtre, de musique et de sport. Il s'agit de bien plus que de donner une voix à un parti. » La révolution est en marche. L'inquiétude, aussi, de devoir gérer un résultat à ce point fulgurant, ce qui n'est jamais aisé pour un petit parti. Aussi, le PTB réitère également sa ligne rouge à ne pas franchir : « Nous n'irons pas dans un gouvernement qui nous enferme dans le carcan des traités d'austérité européens et nous obligerait à appliquer le contraire de notre programme. »

Avec une telle attitude radicale, le possible maillot jaune wallon s'exclurait-il de toutes les majorités ? Ou parviendrait-il à trouver des alliés du côté francophone pour faire pression sur le fédéral ? En tout état de cause, sa quête imposera à tout le monde de se positionner et provoquera une crise de nerfs en Flandre. Le navire belge, inévitablement, va tanguer. « Ce qui est sûr, c'est que je n'aimerais pas être à la place du roi durant l'été 2019 », confesse Rik Van Cauwelaert.

En route vers l'année belgo-belge la plus chaude de tous les temps. ♦